

Communiqué

Les maires de la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent, au Canada et aux États-Unis, déclarent qu'un investissement immédiat dans l'infrastructure publique et la création d'emplois est la clé de la relance économique

(Québec, le 12 décembre 2008) – Des maires, au Canada et aux États-Unis, ont adopté aujourd'hui une résolution [www.glslcities.org/news.htm] faisant appel aux gouvernements nationaux au Canada et aux États-Unis pour la préparation urgente d'une série de mesures de relance économique en vue d'accélérer les investissements dans l'infrastructure publique, de créer des emplois et de promouvoir un environnement et une économie sains et durables dans la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

« Les maires au Canada et aux États-Unis conviennent que nous avons besoin d'importants investissements dans l'infrastructure publique pour créer des emplois, à courte échéance, et pour bâtir une infrastructure essentielle en vue d'une économie plus verte et plus propre pour demain, affirme le maire de Toronto, David Miller, président-fondateur canadien de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent (l'Alliance des villes). Nos besoins sont urgents et les délais fixés représentent une condition essentielle. »

Les maires du conseil de la direction de l'Alliance des villes, réunis dans le cadre de leur assemblée semestrielle à Toronto, ont partagé de l'information au sujet des séries de mesures de relance économique proposées au Canada et aux États-Unis. Une attention particulière a été accordée à l'engagement souvent répété du président élu des États-Unis, Barack Obama, à l'égard de l'investissement dans une infrastructure verte et dans l'innovation.

« Nous devons mener par l'exemple en faisant appel à nos gouvernements nationaux pour former des partenariats avec les villes en vue d'investir dans des projets d'infrastructure comme les systèmes d'égouts, d'eau et de transport, affirme le maire de Chicago, Richard M. Daley, président-fondateur aux États-Unis de l'Alliance des villes. Ces investissements seront avantageux non seulement pour notre région, mais aussi pour l'économie des Grands Lacs et du Saint-Laurent, l'une des plus importantes économies régionales à l'échelle mondiale. »

Dans le cadre de la réunion, les maires ont envisagé des moyens d'accélérer le financement dont les villes ont besoin pour mettre en chantier les projets d'infrastructure, et donc de créer de nouveaux emplois, dès le début 2009. Les maires se sont entendus à dire qu'une façon d'accélérer le processus est de verser le financement directement aux villes, où les projets sont prêts à être lancés, sans enlèvement lié à la bureaucratie.

« Il est essentiel d'avoir de l'argent et de lancer les travaux d'ici l'an prochain afin de stimuler nos économies locales et nationales, affirme la mairesse de Thunder Bay, Lynn Peterson, présidente de l'Alliance des villes. Les municipalités s'inquiètent que le processus de Chantiers

Canada ne puisse pas donner ses résultats assez rapidement. Nous avons donc besoin d'un nouveau processus, comme celui de la taxe sur l'essence, pour mettre des fonds entre les mains des villes dans les plus brefs délais. »

« Le gouvernement du Québec a privilégié l'investissement dans l'infrastructure pour les projets liés à l'eau et au traitement des eaux usées. Cette approche est très positive pour les municipalités du Saint-Laurent, affirme le maire de Salaberry-de-Valleyfield, Denis Lapointe. Nous devons maintenant travailler main dans la main pour acheminer ces ressources financières jusqu'aux municipalités afin de créer les emplois verts qui sont essentiels à notre relance économique ainsi qu'à l'amélioration environnementale. »

Le président de la Communauté métropolitaine de Québec, Régis Labeaume, donne son appui à la résolution de l'Alliance des villes. « Avec un investissement accéléré dans les infrastructures, Québec pourrait mettre les gens au travail dès 2009 dans le cadre de projets essentiels pour toutes les municipalités comme l'entretien et la réparation des infrastructures existantes », a déclaré monsieur Labeaume.

Fondée en 2003, l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent est une coalition binationale de maires et d'autres représentants locaux travaillant activement auprès des gouvernements fédéraux, d'État, provinciaux, tribaux et des Premières nations pour favoriser la protection et la restauration des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Sous la tutelle du maire Richard M. Daley de Chicago, président-fondateur aux États-Unis, et du maire David Miller de Toronto, président-fondateur canadien, l'Alliance des villes a connu une croissance pour venir à englober soixante villes membres au sein du bassin.

-30-

Sources : Benoît Massicotte
Coordonnateur aux communications et aux consultations, CMQ
418 956-1464

David Ullrich
Directeur général
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Cell. : 312 480-6501